



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 04 mai 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Algérie en 2022](#)

Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse par le Fonds monétaire international (FMI), à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Fête des travailleurs: forte volonté d'améliorer le pouvoir d'achat et relancer l'économie nationale](#)

La Journée internationale des travailleurs est célébrée cette année en Algérie dans un contexte marquée par une forte volonté des Pouvoirs publics de protéger et améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et relancer l'activité économique nationale, affectée par les répercussions de la pandémie de Covid-19.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Un budget de plus de 80 milliards DA alloué à l'allocation chômage

Un budget de plus de 80 milliards de dinars a été alloué par l'Etat au titre de contribution au dispositif de l'allocation chômage en 2022, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (N 27).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Bourse d'Alger: les transactions d'actions progressent de 63% en 2021

La valeur des transactions sur le compartiment d'actions de la Bourse d'Alger a progressé de 63% en 2021, confirmant la reprise de l'activité sur le marché, mais demeure en deçà de son niveau de l'avant la pandémie, selon le rapport annuel de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob).



ALGÉRIE-FMI LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR 2022 REVUES À LA HAUSSE

Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse, par le Fonds monétaire international (FMI), à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de la tenue de ses réunions de printemps, le FMI a relevé sa prévision de croissance pour l'Algérie de 0,5 point par rapport à celle d'octobre dernier. Pour l'année 2023, l'institution de Bretton Woods, basée à Washington, s'attend à une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel algérien de 2,4% également, contre seulement 0,1% anticipé en octobre.

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 4% en 2021, selon le FMI, qui ne prévoyait dans son rapport précédant qu'un taux de 3,4%. Par ailleurs, le solde des transactions courantes de l'Algérie devrait être positif pour la première fois depuis plusieurs années, pour s'établir à 2,9% du PIB (contre -5,5% anticipé en octobre), avant de baisser à -0,2% du PIB en 2023. Le solde des transactions courantes représentait -2,8% du PIB en 2021, d'après le rapport, alors que le FMI tablait sur un taux de -7,6% du PIB.

Concernant l'emploi, le Fonds estime que le chômage va reculer sensiblement en Algérie les années à venir. Ainsi, l'institution de Bretton Woods a revu à la baisse ses projections pour les années 2022 et 2023, tablant sur un taux, respectivement, de 11,1% et 9,8%, alors qu'elle prédisait dans son rapport d'octobre une hausse de chômage à 14,7% en 2021.

L'année dernière, le taux de chômage a atteint 13,4%, selon le FMI, qui prévoyait, il y a six mois, un taux de 14,1% en 2021. Selon le rapport du FMI, les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC) bénéficieront de perspectives plus favorables en 2022 en raison d'une hausse de la production de pétrole conformément à l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+), de cours pétroliers plus élevés que prévu et du succès des campagnes massives de vaccination conduites dans plusieurs pays.

La manne pétrolière associée au renchérissement du pétrole devrait améliorer ainsi les soldes budgétaires et extérieurs de ces pays, souligne encore le FMI. En outre, des facteurs nationaux spécifiques joueront un rôle en 2022 : en Algérie, l'activité agricole devrait bénéficier d'une pluviométrie plus normale après la sécheresse de 2021.

Le FMI recommande, dans son rapport, d'adapter «soigneusement» les politiques économiques aux contextes nationaux afin de gérer les incertitudes, préserver la stabilité macroéconomique et soutenir la reprise en protégeant les plus vulnérables et en garantissant la sécurité alimentaire et énergétique.



AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT DES ALGÉRIENS : La nouvelle promesse de Tebboune

Des efforts ont été consentis récemment afin de contrer l'inflation galopante, mais elles se sont avérées insuffisantes. Récemment, les syndicats de la Fonction publique sont montés au créneau pour exiger une hausse des salaires.

Dans un climat social tendu, marqué par une détérioration fulgurante du pouvoir d'achat, le président Abdelmadjid Tebboune a promis, dans un message adressé aux travailleurs algériens à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs (1er Mai), lu en son nom par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, d'améliorer le pouvoir d'achat des Algériens.

Il a indiqué à ce propos que «la protection du pouvoir d'achat, la préservation des emplois et de la prise en charge sociale demeureront parmi les priorités auxquelles nous accordons un intérêt particulier et pour lesquelles nous œuvrerons à mobiliser les ressources financières possibles, notamment au profit de la classe moyenne, les catégories à revenu limité et les couches démunies».

Le chef de l'Etat a réitéré, à cet égard, la détermination de l'Etat à «poursuivre l'écoute des principales préoccupations du monde du travail en quête d'approches efficaces permettant de consolider les acquis réalisés en moins de deux ans, et ce, par fidélité à mon engagement de veiller à la protection des droits des travailleurs et la préservation de leurs acquis socioprofessionnels».

«En sus de la suppression de l'impôt sur le revenu au profit des catégories à revenu limité, la révision du point indiciaire, la création de l'allocation chômage et l'augmentation des pensions de retraite, la réflexion restera tout le temps tournée vers l'élargissement des champs d'absorption de nos enfants chômeurs», a assuré le président Tebboune. Le chef de l'Etat avait, depuis son accession à la magistrature suprême, lancé des mesures censées améliorer le pouvoir d'achat des Algériens mais elles se sont révélées inefficaces face à l'envolée constante des prix.

«Je rassure les travailleurs que d'ici la fin de l'année – nous attendons les résultats définitifs de nos recettes –, il y aura une augmentation de l'allocation chômage et des salaires pour qu'elle soit effective en janvier (2023)», a-t-il ainsi souligné lors d'une récente rencontre avec des journalistes.

Récemment, les syndicats de la Fonction publique sont montés au créneau pour exiger une hausse des salaires. Certes, des efforts ont été consentis récemment afin de contrer l'inflation galopante, mais elles se sont avérées insuffisantes.

Dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat, l'Exécutif a ainsi consenti à la majoration du salaire minimum national garanti (SNMG), la suppression de l'impôt sur les personnes à revenus limités, la création d'une allocation chômage, l'augmentation des salaires, du point indiciaire et des pensions.

La nouvelle grille salariale, appliquée récemment, prévoit une augmentation de 50 points indiciaires, sur la base de la valeur du point indiciaire fixée à 45 DA. Les syndicats n'ont pas caché leur déception face à des augmentations jugées au mieux comme «une hausse dérisoire». Et pour cause, la mesure tant attendue prévoit des hausses allant de 2000 à 6000 DA, qui seront immédiatement absorbées par l'inflation.

Les autres mesures prises précédemment par le chef de l'Etat ont également eu des incidences à peine visibles sur le montant des salaires. Elles représentent pourtant un effort budgétaire conséquent pour l'Etat algérien dans un contexte de crise économique.

L'on ne manque pas de rappeler ainsi, à longueur de colonnes de l'agence APS, que la réduction de l'IRG coûte au Trésor public 180 milliards de dinars/an, tandis que l'augmentation du point indiciaire lui coûte 220 milliards de dinars, sachant que l'augmentation annuelle des salaires s'élève à 400 milliards de dinars en 2022.

La révision du point indiciaire dans la Fonction publique touche ainsi plus de 2,7 millions de fonctionnaires et agents contractuels, dont 2,4 millions pris en charge dans le cadre du budget de l'Etat et près de 360 000 dans celui des collectivités locales. La différence est prise en charge par le Trésor.

La réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), à la faveur d'une mesure de la loi de finances 2022, permet ainsi une augmentation des salaires, évoluant selon le niveau du revenu, suivant un barème progressif composé de six paliers de calculs. Le gain net – pour un salaire mensuel de 40 000 DA – est de 2400 DA. Des montants jugés insuffisants par des travailleurs algériens qui, au sortir d'un mois de Ramadhan particulièrement difficile, sont fortement éreintés par la détérioration de leur pouvoir d'achat.

Plus de 80 milliards DA alloués à l'allocation chômage

Un budget de plus de 80 milliards de dinars a été alloué par l'Etat au titre de contribution au dispositif de l'allocation chômage en 2022, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (n° 27). Signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 12 avril dernier, ce décret (n°22-158) porte sur la création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Selon le décret, «il est créé, au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, un chapitre n° 44-13 intitulé «Contribution au dispositif allocation chômage». Dans ce cadre, il est ouvert, sur 2022, un crédit de 80,228 milliards de dinars applicable au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Le ministre des Finances et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de décret. Cette «décision historique» de création d'une allocation chômage, prise par le président de la République, permet aux demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) de bénéficier d'une allocation mensuelle de 13 000 DA et d'une couverture sociale à travers la carte Chifa.



AFFECTÉE PAR DES PANNES EN AFRIQUE La production de l'OPEP inférieure aux prévisions

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a pompé 28,58 millions de barils par jour (bpj) en avril, selon l'enquête, en hausse de 40 000 bpj par rapport au mois précédent et en deçà de l'augmentation de 254 000 bpj prévue dans le cadre de l'accord d'approvisionnement.

Les baisses de production en Libye et au Nigeria ont affecté le programme mensuel des augmentations de l'offre prévue par l'OPEP. Ainsi, l'augmentation de la production pétrolière de l'OPEP en avril a été inférieure à celle prévue dans le cadre du programme de l'Organisation, selon une enquête de l'agence Reuters.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a pompé 28,58 millions de barils par jour (bpj) en avril, selon l'enquête, en hausse de 40 000 bpj par rapport au mois précédent et

en deçà de l'augmentation de 254 000 bpj prévue dans le cadre de l'accord d'approvisionnement. La production de l'alliance, souligne Reuters, a été inférieure aux hausses promises d'octobre à mars, à l'exception de février, car de nombreux producteurs n'ont pas la capacité de pomper plus de brut en raison d'investissements insuffisants, une tendance accélérée par la pandémie.

En conséquence, les dix membres de l'OPEP pompent beaucoup moins que prévu dans le cadre de l'accord. Le respect par l'OPEP des réductions promises était de 164%, selon l'enquête, contre 151% en mars. Selon l'enquête Reuters, qui vise à suivre l'approvisionnement du marché – en fonction de données d'expédition fournies par des sources externes, ainsi que des informations de sources au sein de compagnies pétrolières, de l'OPEP et de consultants –, la plus forte baisse de production a eu lieu en Libye, qui a perdu en avril plus de 550 000 bpj à cause de blocages sur les champs et les terminaux. La Libye est l'un des membres de l'OPEP exemptés de toute réduction de production.

La production nigériane a enregistré une baisse de 40 000 bpj, selon l'enquête, avec des exportations plus faibles qu'en mars. Ces pannes ont limité l'augmentation de la production de l'OPEP, les principaux producteurs ayant poursuivi la hausse promise de l'offre. La plus forte augmentation en avril de 100 000 bpj est venue d'Arabie Saoudite, selon l'enquête. L'Irak, qui a enregistré une hausse mensuelle de ses exportations, a augmenté sa production de 80 000 bpj. Les Emirats arabes unis ont respecté leur quota plus élevé et ajouté 40 000 bpj, tandis que la production du Koweït a légèrement augmenté de 10 000 bpj.

L'Iran, également exempté de réduire sa production, a expédié davantage vers la Chine en 2022 et la production a augmenté en avril, selon l'enquête, alors même que les pourparlers sur la relance de son accord nucléaire de 2015 avec les puissances mondiales n'ont pas encore abouti. La production au Venezuela, un autre producteur exempté, a légèrement augmenté. La production a chuté, signale Reuters, ou n'a pas augmenté en Angola, en Guinée équatoriale et au Gabon, selon l'enquête, en raison d'un manque de capacité à produire davantage.

L'alliance OPEP assouplit, progressivement depuis des mois, les réductions de production de 2020 alors que la demande se remet de la pandémie de Covid-19. L'OPEP+, qui se réunira jeudi, devrait poursuivre sans changement sa stratégie de production pour le mois de juin, et confirmer ainsi une hausse de la production précédemment convenue, malgré la flambée des prix du pétrole après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les pressions occidentales.

L'accord prévoit une augmentation de 400 000 bpj en avril de tous les membres de l'OPEP+, dont environ 254 000 bpj sont partagés par les dix producteurs de l'OPEP, partie prenante de l'accord.

EN DÉPIT DES SANCTIONS CIBLANT LA PRODUCTION RUSSE : L'OPEP+ devrait s'en tenir à sa stratégie

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés continuent d'annuler les réductions de production record mis en place depuis 2020 suite à la pandémie de Covid-19

L'OPEP+ devrait reconduire sa stratégie de production pour le mois de juin prochain, lors de sa réunion prévue le 5 mai, malgré les pressions exercées par les pays occidentaux qui misent sur un surplus de production de la part de l'Organisation en vue de faire chuter les prix qui se maintiennent, depuis des semaines, largement au-dessus de 100 dollars le baril. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés continuent d'annuler les réductions de production record mis en place depuis 2020 suite à la pandémie de Covid-19.

Dans le cadre d'un accord conclu en juillet 2021, le groupe a convenu d'augmenter ses objectifs de production de 432 000 bpj chaque mois jusqu'à la fin septembre, pour annuler ses réductions de production restantes. Selon des sources citées par Reuters, l'OPEP+ ne compte apporter aucun changement à son programme de quotas, en dépit de exigences des principaux pays consommateurs, les Etats-Unis en tête, qui pressent le groupe d'augmenter sa production à un rythme plus rapide, d'autant plus que les sanctions occidentales ont frappé la production russe qui devrait chuter de 17% en 2022, selon des sources de Reuters L'Allemagne, qui dépend fortement des importations énergétiques russes et qui s'était opposée à une interdiction complète du pétrole russe, pourrait rejoindre d'autres Etats membres de l'Union européenne dans le cadre d'un embargo proposé par l'UE, ce qui pourrait encore resserrer les approvisionnements sur le marché mondial du brut déjà tendu.

Le ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck, a déclaré que son pays pourrait mettre en pratique un embargo sur les importations de pétrole russe, tout en espérant trouver des moyens de remplacer le pétrole russe par d'autres approvisionnements. Avant la guerre en Ukraine, le pétrole russe représentait environ un tiers de l'approvisionnement de l'Allemagne. La Russie, pour sa part, a coupé l'approvisionnement en gaz de la Pologne et de la Bulgarie et tente de pousser l'UE à adopter son nouveau système de paiement du gaz, qui consiste à ouvrir des comptes à la Gazprombank où les paiements en euro ou en dollar seraient convertis en rouble.

Les prix du pétrole ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2008 en février, après le lancement des opérations militaires russes en Ukraine, et restent à plus de 100 dollars le baril, reflétant la crainte que le conflit en cours ne maintienne l'approvisionnement du marché mondial du brut sous pression. Malgré ces craintes, l'OPEP+ a repoussé les appels de Washington à augmenter la production de pétrole au-delà des augmentations progressives convenues. L'alliance estimant que les prix sont poussés à la hausse par des facteurs géopolitiques.



Président Tebboune: l'Etat mobilisera les ressources financières nécessaires pour le pouvoir d'achat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé samedi que la protection du pouvoir d'achat, la préservation des emplois et de la prise en charge sociale demeureront parmi les priorités auxquelles l'Etat accordera un intérêt particulier et pour lesquelles il mobilisera les ressources financières possibles.



Allocation chômage : Un budget de plus de 80 milliards de Dinars

Un budget de plus de 80 milliards de dinars a été alloué par l'Etat au titre de la contribution au dispositif de l'allocation chômage en 2022, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel N° 27.



Conjoncture : Une vie digne

L'Etat algérien est fondamentalement social et les subventions diverses attribués à divers secteurs en sont l'un des témoins. Le budget de 35 milliards de dinars alloué à la stabilisation des prix du sucre blanc et de l'huile alimentaire raffinée est la suite d'une longue série de mécanismes qui continuent d'illustrer le progrès réalisés dans la prise en charge des préoccupations des citoyens et de la défense du pouvoir d'achat. C'est un élément qui sera bien accueilli en cette veille de célébration de la fête internationale du travail. Les cours des produits alimentaires flambent sur le marché international et il s'agit de mettre des pare-feu pour ne pas impacter la consommation domestique.



Rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales : L'Algérie, Croissance confirmée

Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse par le Fonds monétaire international (FMI), à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de la tenue de ses réunions de printemps, le FMI a relevé sa prévision de croissance pour l'Algérie de 0,5 point, par rapport à celle d'octobre dernier.



Rapport annuel 2021 de la Cosob : Les transactions d'actions progressent de 63% en 2021

«Les conditions de réussite pour l'émergence d'un marché financier digne de notre pays sont réunies. Il appartient à tous les acteurs, assureurs, banquiers, sociétés de capital investissement et autres de s'en emparer.»



Protection du pouvoir d'achat, emploi, aides aux chômeurs et maintien des subventions : La grande bataille du front social

Le Président Tebboune a réitéré la détermination de l'Etat à poursuivre l'écoute des principales préoccupations du monde du travail à même de consolider les acquis réalisés en moins de deux ans.



Pour relancer l'économie nationale : Un langage de vérité

Comment va-t-on aborder la question de la relance de l'investissement, en ces moments de graves tensions géostratégiques avec l'annonce de la récession et l'inflation de l'économie mondiale?



Bourse d'Alger : Les transactions d'actions progressent de 63% en 2021

La valeur des transactions sur le compartiment d'actions de la Bourse d'Alger a progressé de 63% en 2021, confirmant la reprise de l'activité sur le marché, mais demeure en deçà de son niveau de l'avant la pandémie, selon le rapport annuel de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob).

Les échanges sur le compartiment d'actions ont atteint 127,907 millions de dinars (DZD), contre 78,458 millions DZD en 2019, loin des 248,990 millions DZD enregistrés en 2019 et 205,797 millions DZD en 2018. Cette activité, souligne la Cosob, a été boostée notamment par les échanges sur les titres Biopharm qui occupe à lui seul, 53% des transactions sur le marché et sur Alliance Assurances avec 30% des échanges sur le marché. Quant au nombre de

titres échangés sur le marché, il a augmenté de +178% après une baisse historique de -64,8%, en 2020.

En 2021, quelque 244.399 titres ont été échangés confirmant la reprise de l'activité sur le marché, après 87.796 titres échangés en 2020, 249.696 titres en 2019 et 225.405 en 2018. Toutefois, « la reprise de l'activité en 2021 n'a pas permis de couvrir les pertes enregistrées pendant l'année 2020 en raison de la pandémie qui a divisé l'activité par 3 pour les échanges en valeur et par 2,84 pour les échanges en volume », explique la Cosob.

Les échanges en volumes ont porté, principalement, durant l'année écoulée sur le titre Alliance Assurances avec 61% des actions échangées, marquant un regain d'intérêt à son égard, qui peut être expliqué par son prix abordable et par la politique de dividendes incitative adoptée par la société, selon le rapport. Le Titre Biopharm vient en deuxième position en termes des échanges en volume avec 22% de la part du marché, suivi de par celui de Saidal (14%) et le titre de la chaîne EGH El Aurassi (3%).

La Cosob indique, par ailleurs, que le nombre des opérations d'échange s'est élevé à 219 transactions contre 179 transactions en 2020, 434 en 2019 et 440 en 2018. « Le nombre peu important des transactions sur le marché témoigne de la faiblesse de la Bourse d'Alger et du peu d'engouement qu'elle suscite auprès des opérateurs publics et privés », note l'autorité dans son rapport.

S'agissant du compartiment des PME de la Bourse d'Alger, le titre AOM Invest n'a enregistré aucune transaction sur des actions anciennes, hormis les augmentations de capital au profit de ses actionnaires historiques. Ce compartiment compte une seule entreprise cotée depuis le 12 décembre 2018, admise avec inscription directe, suite au placement de 10% de son capital auprès d'investisseurs institutionnels.

La capitalisation boursière augmente de 6,4%

Le marché des obligations, quant à lui, n'a pas connu de nouvelles introductions en 2021. La dernière émission d'emprunt obligataire coté en Bourse, remonte à l'année 2009 et l'échéance du dernier emprunt obligataire coté remonte à 2016.

Sur le marché obligataire institutionnel (hors Bourse), quatre emprunts obligataires sont en circulation au 31 décembre 2021 dont l'encours global s'élève, à 162,4 milliards DZD contre 163,8 milliards de dinars à la fin de l'année 2020, (-1,4 milliards DZD).

Par ailleurs, le marché des obligations assimilable du Trésor (OAT) a enregistré à la fin de l'année 2021, 30 lignes OAT cotées en Bourse. L'encours global des OAT s'élève à 512,647 milliards DZD en 2021 contre 518,985 milliards DZD en 2020, soit une baisse de l'ordre de -1,2% sur un an.

Le montant émis au courant de l'année se situe autour de 23,45 milliards DZD contre 52,626 milliards DZD, soit une baisse de -55,43% sur un an. Pour sa part, le montant des OAT qui arrive à échéance en 2021 s'élève à 34,094 milliards DZD, indique le rapport. La capitalisation boursière globale de la place d'Alger s'élève à 45,640 milliard DZD au 31 décembre 2021. Comparativement à la même période de l'année 2020, la Bourse d'Alger a gagné 6,43% de sa capitalisation en 2021 après avoir perdu 10% entre juillet 2019 et décembre 2020. Cette amélioration est justifiée par la reprise de l'activité des sociétés cotées et la pression sur la demande des titres sur deux titres en particulier, Biopharm et Alliance Assurances, selon le document.

Comparativement au PIB, la capitalisation boursière représente moins de 0,5% du PIB en 2021 : « Ces chiffres renseignent sur la contribution insignifiante de la Bourse d'Alger dans le financement de l'économie », souligne la Cosob.

Durant l'année 2021, la Commission n'a pas délivré de visa pour l'émission des emprunts obligataires. De même, aucune obligation n'a été admise à la cote officielle de la Bourse d'Alger. La commission a octroyé, sous réserve, son visa au projet de notice d'information de la société S. Five portant sur une opération d'augmentation de capital social par appel public à l'épargne, par un placement préalable sur le marché primaire auprès des investisseurs institutionnels.



Croissance économique en Algérie : Des prévisions revues à la hausse par le FMI

Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse par le Fonds monétaire international (FMI), à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment.

Algérie-Le FMI a refait ses calculs pour 2022 et après : Ça sent bon

La crise économique mondiale a fait des heureux, surtout ceux qui ont quelque chose à vendre au monde. L'Algérie, très courue en ce moment pour son gaz et son pétrole, fait partie des grands gagnants de cette flambée planétaire des matières premières. Au point que le Fonds monétaire international (FMI) a refait ses calculs pour la croissance de l'économie algérienne pour cette année : Ce sera finalement 2,4% à la place du 1,9% prévu initialement.



Mebtoul: « Le dernier rapport du FMI sur l'Algérie nécessite des éclaircissements »

Pour ne pas induire en erreur l'opinion publique, le FMI doit éclairer sur la méthodologie des calculs de projection de croissance concernant l'économie algérienne. C'est ce qu'estime le professeur Abderrahmane Mebtoul qui précise que les recettes des hydrocarbures pour l'Algérie représente avec les dérivées environ 98% de ses entrées en devises.



وثيقة لـ"كوسوب" تكشف خسائر باهظة بسبب "كوفيد-19":

4500 مليار متداولة في بورصة الجزائر!

أكد التقرير السنوي للجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة "كوسوب" ان قيمة المبادلات في قسم أسهم بورصة الجزائر، عرفت ارتفاعا بنسبة 63 بالمائة سنة 2021، مما يؤكد استئناف النشاط في السوق ولكنه لا يزال أقل من مستواه قبل جائحة كوفيد-19.

صندوق النقد الدولي يُراجع توقعاته حول نمو الاقتصاد الجزائري

قام صندوق النقد الدولي بتعديل توقعاته الخاصة بنمو الاقتصاد الجزائري لسنة 2022 بزيادة تصل الى 2.4 بالمائة بدلا من 1.9 بالمائة المُقدرة سابقا. وفي آخر تقرير له حول آفاق الاقتصاد العالمي، نشر بمناسبة انعقاد اجتماعات الربيع، رفع صندوق النقد الدولي توقعاته للنمو في الجزائر بمقدار 0.5 نقطة مقارنة مع تقرير أكتوبر الماضي.

Hausse de la capitalisation boursière de 6,4%

Biopharm sauve la Bourse d'Alger en 2021

Malgré la hausse de la valeur des transactions sur le compartiment d'action de la Bourse d'Alger, de 63% en 2021, le marché des obligations, quant à lui, «n'a pas connu de nouvelles introductions durant la même période, le rapport annuel de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob).

Selon celle-ci, «la dernière émission d'emprunt obligataire coté en Bourse, remonte à l'année 2009 et l'échéance du dernier emprunt obligataire cotée remonte à 2016».

La progression de la valeur des transactions sur le compartiment d'action confirme la reprise de l'activité sur le marché ainsi que la hausse de la capitalisation boursière (6,4%), mais «son niveau reste celui de l'avant-pandémie», selon le même rapport.

Concernant «le nombre de titres échangés sur le marché, il a augmenté de +178% après une baisse historique de -64,8%, en 2020», a-t-il indiqué, affirmant par ailleurs que la hausse de la valeur des transactions sur le compartiment d'action a été «boostée notamment par les échanges sur les titres Biopharm

qui occupe à lui seul, 53% des transactions sur le marché et sur Alliance Assurances avec 30% des échanges sur le marché». Ainsi, Biopharm sauve l'année 2021.

Concernant, les échanges en volumes ils ont «porté, principalement, durant l'année écoulée sur le titre Alliance Assurances avec 61% des actions échangées, marquant un regain d'intérêt à son égard, qui peut être expliqué par son prix abordable et par la politique de dividendes incitative adoptée par la société», explique la Cosob dans son rapport, précisant, dans ce sillage, que «le Titre Biopharm vient en deuxième position en termes des échanges en volume avec 22% de la part du marché, suivi de par celui de Saidal (14%) et le titre de la chaîne EGHEI Aurassi (3%)».

Pour la Cosob, la Bourse d'Alger peine toujours à décoller. «La reprise de l'activité en 2021 n'a pas permis de couvrir les pertes enregistrées pendant l'année 2020 en raison de la pandémie qui a divisé l'activité par 3 pour les échanges en valeur et par 2,84 pour les échanges en volume», a-t-elle expliqué, estimant que «le nombre peu important des

transactions sur le marché témoigne de la faiblesse de la Bourse d'Alger et du peu d'engouement qu'elle suscite auprès des opérateurs publics et privés».

Concernant, par ailleurs, le marché des Obligations assimilables du Trésor (OAT) qui désigne les titres de dette de l'Etat, a enregistré, selon le même document, à «la fin de l'année 2021, 30 lignes OAT cotées en Bourse».

Quant à «la capitalisation boursière globale de la place d'Alger s'élève à 45,640 milliard DZD au 31 décembre 2021, gagnant 6,43% après avoir perdu 10% entre juillet 2019 et décembre 2020», souligne le même le rapport, estimant que «cette amélioration est justifiée par la reprise de l'activité des sociétés cotées et la pression sur la demande des titres sur deux titres en particulier, Biopharm et Alliance Assurances, selon le document». «Durant l'année 2021, la Commission n'a pas délivré de visa pour l'émission des emprunts obligataires», a indiqué la Cosob, précisant qu'«aucune obligation n'a été admise à la cote officielle de la Bourse d'Alger».

Samira Tk

POUVOIR D'ACHAT, EMPLOI

Les engagements de Tebboune

L'amélioration du pouvoir d'achat et la préservation des emplois font partie des dossiers nécessitant un « intérêt particulier » et une mobilisation des ressources financières « possibles ». Dans son message à l'occasion de la célébration de la Journée des travailleurs, le président de la République s'y est engagé.

Neval Imès- Alger (Le Soir) - La préservation du pouvoir d'achat continue d'être un véritable casse-tête. Elle est promue au rang des priorités. Dans son message à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des travailleurs, le chef de l'État l'a rappelé, estimant qu'« il demeure entendu que la protection du pouvoir d'achat, la préservation des emplois et de la prise en charge sociale demeureront parmi les priorités auxquelles nous accordons un intérêt particulier et pour lesquelles nous œuvrons à mobiliser les ressources financières possibles, notamment au profit de la classe moyenne, les catégories à revenu limité et les couches démunies », et renouvelant sa « détermination à poursuivre l'écoute des principales préoccupations du monde du travail en quête d'approches efficaces permettant

de consolider les acquis réalisés en moins de deux ans, et ce, par fidélité à mon engagement de veiller à la protection des droits des travailleurs et la préservation de leurs acquis socioprofessionnels ».

L'occasion pour Tebboune de rappeler les mesures déjà prises pour tenter de consolider un pouvoir d'achat en érosion incessante. Il cite en exemple « la suppression de l'impôt sur le revenu au profit des catégories à revenu limité, la révision du point indiciaire, la création de l'allocation chômage et l'augmentation des pensions de retraite ».

La création d'emplois figure également parmi les axes prioritaires en faveur de laquelle le chef de l'État rappelle les démarches entreprises, notamment la levée du gel sur des projets en souffrance, affirmant que cela avait permis « la création à ce



Photo : DWI

jour de 33.171 emplois » mais également l'insertion « d'importantes catégories parmi les titulaires de contrats de pré-emploi » qui constituent « autant d'indicateurs consacrant le caractère social de l'État, et de preuves de cette forte volonté à prendre en charge progressivement les aspirations des citoyennes et

citoyens pour une vie digne et un cadre de vie convenable ».

S'agissant de l'action syndicale, Tebboune rappelle, au lendemain d'une grève décidée par une trentaine de syndicats de la Fonction publique, que « l'État est attaché au dialogue permanent avec les partenaires sociaux afin de garantir la

transparence et le respect total des lois lorsqu'il s'agit d'actions de revendication », affirmant avoir « donné dans ce sens des orientations pour l'élaboration d'une loi-cadre régissant le travail syndical et l'enrichissement de sa teneur à travers la concertation et le débat avec les professionnels, le projet de loi devant prendre en ligne de compte les chartes et conventions ratifiées par l'Algérie, permettre une véritable représentation des syndicats et l'engagement à promouvoir le volet socioprofessionnel des travailleurs loin des conflits politiques qui ont vicié l'action syndicale de sa véritable essence ».

Un appel est lancé aux organisations syndicales afin qu'elles mesurent « l'ampleur de leurs responsabilités à l'égard des travailleuses, des travailleurs et des entreprises, et du rôle qui leur incombe pour garantir la stabilité sociale, le développement de la production, l'augmentation du rendement, et une adaptation continue aux mutations socio-économiques ».

N. I.

BOURSE D'ALGER

Léger regain d'activité en 2021

En 2021, quelque 244 399 titres ont été échangés, bien plus que les 87 796 titres échangés en 2020 à la Bourse d'Alger. Un regain d'activité même s'il faudrait convenir que le marché financier algérien tarde à sortir de son état quasi embryonnaire.

Bien plus, si l'on se fie au rapport d'activité 2021 de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), le marché est encore bien moins animé qu'il le fut en 2019 lorsque 249.696 avaient été échangés. C'est dire si lorsque l'on prend tout juste le compartiment des échanges de titres, la Bourse d'Alger est encore à inventer. Quoi qu'il en soit, en 2021, la valeur des transactions sur le compartiment d'actions de la Bourse d'Alger a progressé de 63%, confirmant ainsi la reprise de l'activité sur le marché mais tout en demeurant en deçà de son niveau de l'avant la pandémie, est-il rapporté dans le bilan d'activité de la Cosob. Rapport d'activité qui fait état, donc, de 127.907 millions de dinars pour la somme des échanges sur le compartiment d'actions en 2021, contre 78.458 millions dinars en 2019, loin des 248.990 millions de dinars enregistrés en 2019 et 205.797 millions de dinars en 2018. Un capital atteint en 2021 grâce principalement aux échanges enregistrés sur les titres Biopharm, qui sont arrivés à dépasser la moitié des transactions sur le marché et 53%, suivis des titres d'Alliance Assurances avec 30% des échanges. Les titres échangés sur le marché ont augmenté de

+178% après la baisse historique de -64,8%, lors de l'an 1 de la pandémie en 2020. Une reprise certes, mais comme l'explique la Cosob, l'exercice 2021 n'a pas permis de couvrir les pertes enregistrées pendant l'année 2020, le marasme économique dû à la pandémie a divisé l'activité par 3 pour les échanges en valeur et par 2,84 pour les échanges en volume. Dans le détail, les échanges en volumes ont donc porté presque de manière exclusive sur le titre Alliance Assurances avec 61% des actions échangées, marquant un regain d'intérêt à son égard, qui peut être expliqué par son prix abordable et par la politique de dividendes incitative adoptée par la société, selon la Cosob qui cite ensuite le titre Biopharm avec, en termes des échanges en volumes, 22% de part du marché, viennent ensuite Saidal (14%) puis la chaîne EGH El Aurassi (3%).

Sur un tout autre plan, celui de la rétribution des actionnaires, il ressort du rapport d'activité que comparativement à l'exercice 2020, il est constaté une baisse dans les montants des dividendes versés par la société Alliance Assurances, spa et une constance pour ce qui est des montants des dividendes versés par le Groupe Biopharm. Quant



au Groupe Saidal, la chaîne EGH El-Aurassi et la société AOM Invest spa, ils ont décidé de renoncer à la distribution des dividendes pour la deuxième année consécutive. Le Groupe Biopharm demeure dominant en termes de dividendes versés avec 115 dinars pour chaque action détenue, suivi par la société Alliance Assurances avec un dividende de 32 dinars par action. Les échanges en volume (achats et ventes) ont été réalisés principalement par l'intermédiaire en opération de bourse qu'est le CPA suivi de BNP Paribas avec respectivement 39% et 35%, viennent ensuite la BNA et la BEA avec 11% et 09% respectivement. Les échanges en valeur (achats et ventes) sont réalisés principalement par BNP Paribas avec 36%, suivi du CPA avec 30%, puis par la BEA et la BNA avec

14% et 12% respectivement, est-il relevé dans le rapport de la Cosob. L'examen détaillé de l'activité de négociation sur le marché renseigne sur la remontée du CPA qui cumule à lui seul 70% des acquisitions de titres en volume et 50% des achats en valeur. BNP Paribas suit loin derrière avec 21% des achats en volume et 42% des achats en valeur qui sont portés principalement sur le titre Biopharm. Les banques BEA et SGA viennent ensuite avec 4% des achats en volume sur le marché. «Le nombre peu important des transactions sur le marché témoigne de la faiblesse de la Bourse d'Alger et du peu d'engouement qu'elle suscite auprès des opérateurs publics et privés», note l'autorité de régulation du marché financier dans son rapport 2021.

Azedine Maktour

L'INSTITUTION FINANCIÈRE SALUE LE TAUX DE CROISSANCE APPRÉCIABLE DE L'ALGERIE

FMI : le temps des louanges

LE FONDS monétaire international a révisé à la hausse le taux de croissance de l'économie nationale qui doit atteindre 2,4% en 2022 au lieu de 1,9%.

■ MOHAMED TOUATI

L'Algérie affiche des signes évidents de résilience qui lui permettent de confirmer son statut de 3ème économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et de locomotive du Maghreb. Elle fait de surcroît mieux que certains pays industrialisés. Le PIB de la zone euro ne devrait plus croître que de 2,8% en 2022, selon les prévisions économiques publiées le 19 avril par le FMI. Plusieurs grands pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni devraient enregistrer une croissance très faible, voire négative, durant deux trimestres consécutifs cette année, soulignent les experts du Fonds monétaire international. Qu'en est-il de l'Algérie ? Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse par le Fonds monétaire international, à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment, indique une dépêche de l'APS datée du 28 avril. Une performance de taille par les temps qui courent. Le FMI a, en effet, relevé sa prévision de croissance pour l'Algérie alors qu'il l'a revue à la baisse pour les pays développés à l'instar de l'Allemagne première puissance économique européenne et locomotive économique du Vieux Continent. L'avenir proche ne s'annonce pas mauvais non plus. La croissance du pays connaîtra une hausse de 0,5 point, par rapport à celle d'octobre dernier, pour



Le siège du FMI

l'année 2023. Qu'en est-il de l'année passée ? L'économie algérienne a réalisé une croissance de 4% en 2021, indique le document de l'institution financière internationale qui il faut le rappeler ne prévoyait dans son rapport précédent qu'un taux de 3,4%. Les bonnes nouvelles s'enchaînent et les chiffres sont encourageants à plus d'un titre. Cela sera le cas du solde des transactions courantes qui devrait être positif pour la première fois depuis plusieurs années, pour s'établir à 2,9% du PIB (contre -5,5 anticipé en octobre), avant de baisser à -0,2% du PIB en 2023, anticipe le rapport du FMI qui note que le solde des transactions courantes représentait -2,8 du PIB en 2021, alors que dans une précédente estimation il tablait sur un taux de -7,8 % du PIB. La situation sur le plan de l'emploi devrait connaître

aussi une nette amélioration. L'institution de Bretton Woods a, en effet, revu à la baisse ses projections concernant le chômage pour l'année en cours et l'an prochain. Elle pronostique un taux de 11,1% en 2022 et de 9,8% en 2023 alors qu'elle prédisait dans son rapport d'octobre une hausse de chômage à 14,7% en 2021. Le taux de chômage a atteint 13,4% l'an dernier fait remarquer le FMI quand il prévoyait un taux de 14,1% il y a à peine six mois. Côté finances, il y a de quoi espérer des revenus substantiels. Les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Asie centrale (Moac) bénéficieront de perspectives plus favorables en 2022 en raison d'une hausse de la production de pétrole conformément à l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+), de cours

pétroliers plus élevés que prévu et du succès des campagnes massives de vaccination conduites dans plusieurs pays, écrivent les rédacteurs du document du FMI. La manne pétrolière associée au renchérissement du pétrole devrait améliorer ainsi les soldes budgétaires et extérieurs de ces pays (dont l'Algérie, Ndlr) soulignent-ils. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien s'échangeait à 109,13 dollars hier vers 14h00. Soit 1,87 dollar de plus que la veille. L'activité agricole qui devrait bénéficier d'une pluviométrie plus normale après la sécheresse de 2021, doit-elle aussi enregistrer des récoltes plus importantes. Que recommande par contre le FMI ? L'institution de Bretton Woods conseille d'adapter soigneusement les politiques économiques aux contextes nationaux afin de gérer les incertitudes, préserver la stabilité macroéconomique et soutenir la reprise en protégeant les plus vulnérables et en garantissant la sécurité énergétique et alimentaire. Il faut souligner qu'en ce qui concerne ce dernier point l'Algérie a été classée 1ère en Afrique par le PAM, le programme alimentaire mondial, la plus grande agence humanitaire qui lutte contre la faim dans le monde, dans sa dernière cartographie de la pauvreté, publiée fin 2021 sur son site Web. Ce qui la place dans la même catégorie que la majorité des pays européens, des Etats-Unis, du Canada, de la Chine, de la Russie, du Brésil, de l'Australie.. M.T.

COMMENTAIRE

Par Farid Bouyahia

Sous l'effet essentiellement de la flambée des cours des matières premières, la composante sous-jacente de l'inflation devait connaître une forte accélération, au cours du premier trimestre 2022. Une inflation tirée surtout par les pressions d'origine externes liées à la flambée des prix des matières premières, des produits alimentaires et la hausse de l'inflation chez les principaux partenaires économiques de notre pays. À l'instar de nombreux pays, l'Algérie doit faire encore face à l'envolée des prix mondiaux de denrées alimentaires, qui ont eu un impact négatif sur la balance commerciale et le budget. Toutefois, c'est dans ce contexte quelque peu difficile que les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont été révisées à la hausse par le Fonds monétaire international (FMI), à 2,4% au lieu de 1,9% estimé précédemment. Le chômage devrait baisser à 9,8% en 2023. Pour l'année 2023, une croissance prévisionnelle du Produit intérieur brut (PIB) réel algérien serait de 2,4% également, contre seulement 0,1% anticipé en octobre. L'économie algérienne a réalisé une croissance de 4% en 2021, selon le FMI qui ne prévoyait dans son rapport précédent qu'un

BONNE CAPACITÉ DE RÉSISTANCE

taux de 3,4%. Ainsi, la reprise économique devrait se poursuivre dans les années à venir, malgré les effets de la pandémie de Coronavirus et de la crise actuelle au niveau international. Les estimations du FMI confirment celles du gouvernement algérien, qui a retenu un cadrage macroéconomique pour l'exercice 2022 tablant sur un prix de référence du baril de pétrole à 45 dollars et un prix du marché du baril à 50 dollars, une croissance économique de 3,3%, une croissance hors hydrocarbures de 3,7% et un taux d'inflation de 3,7%. Les perspectives à court et moyen terme demeurent favorables. Ce niveau de performance est le résultat d'une amélioration dans la conduite de la politique économique, via les investissements liés au Plan de relance et les réformes structurelles qui l'accompagnent. Cela montre, d'une certaine manière, que les politiques engagées par l'Algérie, ces deux dernières années, commencent à porter leurs fruits et ont renforcé

la résilience de notre économie. Cette dernière a résisté, ce qui a permis au pays de figurer dans les premières places des économies performantes de la région. L'expérience des réformes menées par l'Algérie pourrait servir d'exemple à suivre dans tous les secteurs de l'économie, que ce soit l'agriculture, l'industrie et en matière d'ouverture sur le secteur privé et sa participation au développement économique. La mise en œuvre d'un Plan de résilience économique et social a permis aux autorités de limiter les impacts de la crise à travers le soutien aux ménages. Dans le cadre de sa politique de relance, le gouvernement a revu son plan d'action prioritaire pour prendre en compte les nouvelles priorités telles que l'autosuffisance alimentaire, sanitaire, mais également l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes. Des initiatives ont été prises par le gouvernement, pour dégager une marge de manœuvre pour accroître les dépenses d'investissement et les dépenses sociales. Outre la lutte engagée contre l'inflation et la hausse des prix afin de réduire aussi l'impact négatif sur le pouvoir d'achat.

F. B.

بمدودة للجميع ما عدا
للذين تجاوزوا الخطوط الحمراء
عبد المجيد تبون..
رئيس جامع للشمل

يعتبر رئيس الجمهورية السيد عبد
المجيد تبون، الذي انتخبه الجزائريون
المتطلعون لحلول جزائر جديدة، رئيسا
جامعا للشمل.

فالرئيس تبون، الذي انتخب من قبل
كل الجزائريين الذين يتطلعون إلى جزائر
جديدة، هو رئيس جامع للشمل حيث
نجح في توحيد الشباب والمجتمع المدني
خلال حملته الانتخابية، ليشكل انتخابه
أول تداول ديمقراطي في تاريخ البلاد.

فهد السيد عبد المجيد تبون وهو
رئيس لطالما اهتم بالنقاش السائد في
المجتمع بمدودة للجميع بشكل دائم، ما
عدا للذين تجاوزوا الخطوط الحمراء
وأولئك الذين أداروا ظهورهم لوطنهم.
فهو ليس من دعاة التفرقة بل بالعكس
تماما.

ويجب أن يعرف أولئك الذين لم
ينخرطوا في المسعى أو الذين يشعرون
بالتهميش، أن الجزائر الجديدة تفتح لهم
ذراعيها من أجل صفحة جديدة.. فكلمة
إقصاء لا وجود لها في قاموس رئيس
الجمهورية الذي يسخر كل حكمته للم
شمل الأشخاص والأطراف التي لم تكن
تتفق في الماضي.

إن الجزائر، بشعبها البطل والموحد
بكل تنوعه، بحاجة إلى جميع أبنائها
للاحتفال سويا بالذكرى الستين
للاستقلال. وأ



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger